

# Laura Boldrini, « Madame la Présidente »

**SUCCÈS** Passée par l'ONU et le Haut-Commissariat pour les réfugiés, la présidente de la Chambre des députés pourrait être bien placée pour succéder au président de la République italien, en 2015.



Richard Heuzé  
rheuze@lefigaro.fr

À ROME

## Bio EXPRESS

**1961**

Naissance à Macerata (dans les Marches).

**1985**

Passé sa thèse de droit.

**1986**

Débuts à l'ONU au service radio de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), puis comme porte-parole du Programme alimentaire mondial (PAM).

**1998-2012**

Porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés en Italie.

**2013**

Élue présidente de la Chambre des députés.

Un petit crucifix, d'un bleu délavé par l'eau de mer. En évidence sur un guéridon, à l'entrée du bureau spacieux réservé à « Madame la Présidente », au deuxième étage du Palais Montecitorio, le siège de la Chambre des députés italienne. Ce crucifix a été taillé dans le bois brut d'un des innombrables canots de fortune qui ont achevé leur vie sur la côte de Lampedusa. Il symbolise les souffrances d'un monde jeté sur la route de l'exil par les guerres et la misère. Un monde que Laura Boldrini a défendu avec ferveur et passion, pendant vingt-quatre ans de « militantisme » humanitaire au sein des Nations unies, avant d'être élue au « perchoir » le 16 mars 2013 par une confortable majorité (327 voix sur 618), à son propre étonnement. Au même moment, Pietro Grasso, un magistrat antimafia sans expérience politique, devenait président du Sénat : « Nous avons été choisis parce que nous représentons le changement », dit-elle.

Rien ne prédisposait Laura Boldrini à ce rôle. Jamais elle n'avait milité dans une formation politique. Ni fait partie d'aucun gouvernement ni commission parlementaire. Aux élections de février 2013, elle s'était présentée sous l'étiquette d'un petit parti radical de gauche, communiste et écologiste, « SEL ». Parce que son leader Nichi Vendola le lui avait demandé par téléphone, alors qu'elle se trouvait à l'étranger. « Je sentais le besoin

de donner un sens à l'indignation qui bouillait en moi devant la manière avec laquelle ce pays traite les migrants et les problèmes sociaux en général. » À 52 ans, elle est élue dans les Marches, sa région natale.

Laura Boldrini provient d'une famille de forte tradition catholique. Son rapport a été conflictuel avec son père, un avocat sévère. À 24 ans, après une thèse en droit, elle part au Venezuela où elle travaille dans une ferme. Elle en profite pour parcourir l'Amérique centrale et en retirera une passion immodérée pour les grands voyages et la découverte d'autres modèles de société. De retour à Rome, elle rejoint à 28 ans l'ONU, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) dans un premier temps, puis, à partir de 1998, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) : elle en sera la porte-parole pour l'Italie, ne démissionnant de l'ONU qu'après son élection au Parlement, en 2013.

Les problématiques de l'immigration occupent une large place dans son action. Elle se trouvait à Lampedusa, le 3 octobre dernier, avec l'Allemand Martin Schulz, président du Parlement européen, pour commémorer la tragé-

die qui a coûté la vie à 366 migrants un an auparavant. « Trois mille personnes ont péri cette année en Méditerranée.

Plus que dans la guerre de Gaza, qui a fait 2 200 victimes. Les 28 pays d'Europe hébergent à peine 4 % des Syriens qui fuient la guerre. Les autres se trouvent dans les pays voisins, Liban, Jordanie, Turquie. L'Europe ne peut rester indifférente devant ce drame. Elle a le devoir de prêter secours en mer. L'Italie ne peut pas tout faire. Il faut européeniser cette assistance.

Sous peine de déclencher des tragédies encore plus grandes », dit-elle.

### Discours simple et direct

L'émotion est vive, le propos incisif. Le beau visage de cette femme à l'élégance sobre et à l'abord chaleureux, auteur d'un émouvant récit sur le parcours d'une jeune Somalienne adoptée en Sicile, s'anime. Laura Boldrini est appréciée pour son discours simple et direct, peu conventionnel en tout

Laura Boldrini, « la signora Presidente ». La presidente della Camera è in buona posizione per succedere al Presidente della Repubblica nel 2015



cas. Son style décidé et son autorité lui valent toutefois des attaques violemment sexistes. Le populiste Beppe Grillo est même allé jusqu'à demander, sur son blog : « *Que ferais-tu avec Laura Boldrini dans une voiture ?* » Elle n'a cure de ces attaques. Le président Giorgio Napolitano la soutient. Si une femme devait lui succéder au Quirinal, Laura Boldrini, numéro trois de l'État, serait bien placée. En attendant cette éventuelle issue, « la Présidente » - elle insiste beaucoup sur le féminin - conduit les débats parlementaires. Se heurtant souvent aux

« *agressions* » du très vindicatif Mouvement Cinq Étoiles du même Beppe Grillo qui recourt volontiers à l'obstruction pour freiner les débats : « *Je cherche à faire œuvre de persuasion mais si un parti abuse de son temps de parole alors que le gouvernement a obtenu la confiance sur un texte de loi qui menace de devenir caduc, je dois intervenir pour faire respecter les droits de la majorité* », explique-t-elle.

Son modèle, sa référence, c'est *Borgen*, cette série télévisée danoise sur le pouvoir « *assez réaliste* » qui « *met en évidence la difficulté pour une femme de conjuguer famille et politique et d'être contrainte à faire des choix* ». Très scandinave de ce point de vue, Laura Boldrini répugne à profiter des avantages liés à sa charge et a réduit d'autorité son traitement de 30 %. Imposant en même temps à la Chambre des députés un plan drastique d'économies de 130 millions d'euros sur deux ans en commençant par limiter les plus hauts salaires à 250 000 euros par an, quand certains touchaient le double. « *Cela a été un choc pour le personnel. Jamais personne ne l'avait fait* », dit-elle. Elle-même s'est imposé de ne pas modifier son mode de vie, conservant son appartement du quartier populaire du Trastevere où elle paie un loyer - « *c'est plus juste* », estime-t-elle et refusant d'occuper le luxueux logement de fonction réservé à la présidence de la Chambre.

Sa plus grande satisfaction : « *Être parvenue à faire ratifier par l'Italie, premier pays européen à le faire, la convention d'Istanbul pour la prévention des violences contre les femmes et la violence domestique contre les femmes.* » Le 1<sup>er</sup> août dernier, la Convention est entrée en vigueur, 21 pays l'ayant signée et quinze ratifiée. Tous les pays membres du Conseil de l'Europe vont devoir adapter leur dispositif juridique en conséquence. ■